

n'est plus, comme autrefois, un simple assemblage de mots heureux ; il recourt volontiers à la charge, au terme qu'on n'aime pas à relire le lendemain. Il cesse rapidement d'être Fox pour devenir O'Connell, ce qui est un amoindrissement.

Mais ce qu'il perd comme debater de haute éducation, il le regagne indubitablement comme emporte-pièce. C'est un autre Laurier, mais, un Laurier que les masses préféreront peut-être. De rhéteur qu'il était le plus souvent, il est devenu joûteur. Il y a maintenant du Cumberland dans son genre. Il est regrettable que Laurier, premier-ministre, ait été obligé de se déponiller du cachet primitif ; mais il paraît que l'on ne touche pas au pouvoir, à ses soucis, à ses empêtements, à ses exigences, sans qu'on y laisse sa peau première pour en refaire une autre.

La politique de pouvoir qui a coûté tant, nous aura aussi enlevé un type de Canadien que nous avons toujours crû au-dessus de certaines atteintes.

Peut-être qu'une prochaine ère, moins troublée nous le rendra... cicatrisé mais à peu près le même qu'autrefois.

* * *

C'est Jules Simon, je crois, qui écrivait cette profonde pensée :

Tous les gouvernements, même les mieux établis, ont toujours l'abîme au-dessous d'eux comme les plus forts navires.

Le gouvernement Laurier est des mieux établis, sa majorité dépasse cinquante voix. Tout semble lui sourire dans l'avenir immédiat. Du moins ceux qui le composent nous l'assurent.

Or, donc, pourquoi ne pas faire de la grande politique ? ne pas remplir son programme ?

La besogne de la session est, du côté du gouvernement, d'un vide scandaleux et attristant. Rien là-dedans qui donne l'indice d'un cabinet libéral. Une redistribution de sièges, c'est-à-dire des repréailles, et c'est tout.

En sous-entendu : des menaces contre le Sénat, c'est-à-dire de la poudre aux yeux des bônêts.

Dès 1877, dans une circonstance mémorable, M. Laurier s'écriait à Québec :

« Mieux vaut pour le parti libéral rester encore vingt ans dans l'opposition que d'abandonner un seul de ses principes ! »

Nous sommes en 1899, la vogue est acquise au parti libéral : que ne les met-il dans le domaine statutaire, ses principes ? Il est certain de l'appui de la grande majorité. Libéral, il a été élu, libéral, il peut sans crainte marcher de l'avant. Où est donc l'obstacle.

Son programme n'était-il qu'un mythe ? Ou, Atlas devenu caduc, n'a-t-il plus ni reins ni cœur ?

Je n'ignore pas que dans l'entourage du premier-ministre se trouvent des aviseurs qui croient qu'une grosse dépense de deniers publics vaut mieux que l'accomplissement des promesses d'autrefois. Vous vous rappelez, n'est-ce pas, les paroles de M. Tarte à Sorel et ailleurs ?

Mais il faut aussi se rappeler que ce moyen n'a pas toujours réussi aux conservateurs qui, cependant, étaient très experts en l'art de contourner les difficultés.

Combien plus simple et plus honorable ce serait pour le gouvernement Laurier d'avoir la mémoire du cœur et du ventre, et de n'oublier ni le pays ni les vrais partisans !

Aucun gouvernement, fût-il composé de *Deodati*, d'envoyés du ciel, ne pourra faire